

**Arrêté n° 2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/221 du 14 novembre 2022  
portant imposition de prescriptions complémentaires à la société URBASYS  
pour l'exploitation de ses installations situées Route du Tremblay à VARENNES-JARCY (91480)**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment l'article R.181-45 ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF-DCPPAT-BCA-127 du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

VU les actes antérieurement délivrés à la société URBASYS pour l'établissement qu'il exploite route du Tremblay sur le territoire de la commune de VARENNES-JARCY (91480) :

- Arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI/3 0125 du 22 août 2008 actant le changement et actualisant les prescriptions de fonctionnement de la société URBASYS
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2010.PREF/DCI/2 0025 du 08 février 2010
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2010.PREF.DRIEE 0034 du 18 novembre 2010
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014.PREF/DRCL/BEPFI/SSPILL/744 du 16 octobre 2014
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2017.PREF/DRCL/BEPFI/SSPILL/023 du 17 janvier 2017
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/034 du 12 février 2021

Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant daté du 25 février 2022 relatif aux travaux d'optimisation de son site de Varennes-Jarcy,

Vu le courriel de la société URBASYS du 21 mars 2022 informant l'inspection de l'envoi du deuxième porter à connaissance qui clôt les démarches liées aux travaux d'optimisation,

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 12 septembre 2022,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires porté le 27 septembre 2022 à la connaissance de l'exploitant,

CONSIDÉRANT le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 21 mars 2022,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser les prescriptions réglementaires afférentes aux activités de la société URBASYS,



CONSIDÉRANT que les demandes de modifications des prescriptions existantes sont recevables et justifiées,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'imposer à la société URBASYS des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT**

#### **ARTICLE 1. - MODIFICATIONS APPORTEES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS**

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent celles de l'arrêté préfectoral n° 2008 PREF.DCI/30125 du 22 août 2008 actualisant les prescriptions de fonctionnement de la société URBASYS pour l'exploitation du centre de traitement de déchets, route du Tremblay à VARENNES-JARCY.

### **CHAPITRE 2 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **ARTICLE 2. - SURVEILLANCE DE LA PRODUCTION DE BIOGAZ**

Il est ajouté un article 5.4 « Injection d'air dans le biogaz » au chapitre II, au titre 3 de l'arrêté n° 2008 PREF.DCI/30215 du 22 août 2008 rédigé comme suit :

Le dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H<sub>2</sub>S est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz. De plus :

- L'exploitant doit mettre en place un mode opératoire pour l'injection d'air dans les digesteurs.
- Les analyseurs d'oxygène doivent être contrôlés périodiquement.
- L'injection automatique d'air doit être asservie à un analyseur de gaz permettant l'arrêt de l'injection (fermeture de vanne, arrêt de la soufflante) en cas de dépassement du seuil limite en oxygène (3,25%).
- L'injection automatique d'air doit être asservie à un analyseur de gaz permettant l'arrêt de l'injection (fermeture de vanne, arrêt de la soufflante) en cas de perte de la mesure d'analyse en oxygène.
- La consommation de biogaz doit être asservie au contrôle de la pression interne du ciel du digesteur permettant l'arrêt de la consommation en cas d'atteinte d'un seuil limite bas.
- La réalisation des phases d'arrêt et de démarrage avec l'inertage des digesteurs à l'azote doit disposer d'une procédure spécifique.
- La différence de pression au refoulement de la soufflante et à l'intérieur du digesteur doit être contrôlée en permanence et permettre l'arrêt séquence (automatique) en cas de pression identique.
- Un clapet anti-retour doit être implanté sur la ligne au sommet du digesteur.
- La vanne automatique doit être de type Normal Fermée (NF) en cas de perte de commande et par absence d'air.
- Les analyseurs d'oxygène; La ligne doit disposer de deux vannes manuelles d'isolement.
- L'extrémité de la ligne de tuyauterie d'aspiration d'air doit être implantée en hauteur.
- Les équipements de la ligne doivent être implantés en extérieur et non dans le bâtiment.
- L'injection automatique d'air doit être asservie à un analyseur d'oxygène redondants permettant l'arrêt de l'injection (fermeture de vanne, arrêt de la soufflante) en cas de discordance significative entre les valeurs enregistrées.

### CHAPITRE 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

#### ARTICLE 3.1. - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant

#### ARTICLE 3.2. - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles par courrier adressé au 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES, ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr>).

Conformément à l'article R. 311-6 du code de justice administrative, le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté et n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours administratif.

#### ARTICLE 3.3. - EXÉCUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) chargée de l'Inspection des Installations Classées, le maire de VARENNES-JARCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société URBASYS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. .

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN